



PREFET DE LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Blois, le

22 NOV. 2016

Unité départementale de Loir-et-Cher

Site concerné

BARBAT Recyclage

15 rue Léon Journier - BP 172
41000 Blois

Antériorité et modifications des activités

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

à

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher

(Préfecture / BEAT)

Copies : DREAL Centre (SEIR)

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral

I. OBJET DU RAPPORT

Le site Barbat Recyclage de Blois est autorisé au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) depuis l'arrêté préfectoral de régularisation daté du 01/03/1979. L'objet du présent rapport est de rendre compte des conditions d'actualisation des prescriptions applicables au site Barbat Recyclage de Blois afin de prendre en compte les modifications de la nomenclature des ICPE, ainsi que des modifications apportées aux installations et à leur exploitation.

Par plusieurs courriers et compléments adressés entre avril 2011 et octobre 2015 à la préfecture de Loir-et-Cher, la société Barbat Recyclage a demandé l'actualisation et la régularisation du classement de ses activités.

Les demandes de modifications envisagées par l'exploitant sont les suivantes :

- Le bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 2710.1, 2710.2, 2713, 2714, 2718, 2791 (régime de l'autorisation) et 2712 (régime de l'enregistrement), suite à des modifications de la nomenclature.
- L'augmentation de la quantité maximale de déchets inertes stockés temporairement sur le site, de 50 tonnes à 300 tonnes, la surface de la zone de stockage restant inchangée à 45m². Cette surface reste largement inférieure au seuil de déclaration, qui est de 5000 m².
- L'augmentation de la quantité annuelle de batteries collectées de 350 tonnes à 1000 tonnes, la quantité maximale stockée sur site augmentant de 30 à 35 tonnes. Par ailleurs, l'exploitant sollicite l'autorisation de mettre en place une rupture de traçabilité pour ces déchets.
- La hausse du volume maximal de « déchets banals divers » stockés sur site de 40 à 65 m³, cette hausse étant en partie compensée par une baisse de la quantité maximale de déchets verts stockés de 40 à 30 m³ et ces volumes restant inférieurs au seuil du régime de la déclaration pour la rubrique 2716 de la nomenclature.

Tél. : 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09

49 bis rue Laplace
41 000 - BLOIS

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



II. PRESENTATION ET SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

La société BARBAT Recyclage est autorisée par arrêté préfectoral n° 1351 du 1^{er} mars 1979 régularisant les activités exercées par les Ets Barbat à Blois, 145 rue Léon Fournier (chantier de récupération). Cette installation bénéficie par ailleurs des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral n°2006-221-11 du 09 août 2006, autorisant la société BARBAT Recyclage à exploiter une installation de récupération de matériaux recyclables et de transit de déchets industriels banals ;
- Arrêté préfectoral n°2007-10-5 du 10 janvier 2007 portant agrément de la société Barbat Recyclage pour l'installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage qu'elle exploite à Blois et modification des prescriptions applicables au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté préfectoral n°2013-123-004 portant renouvellement d'agrément « Centre VHU » de la société Barbat implantée 15, rue Léon Fournier sur le territoire de la commune de Blois pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

III. PRÉSENTATION DES DEMANDES ET PROPOSITIONS DU SERVICE INSTRUCTEUR

III.1. Mise à jour du tableau de classement du site

Suite aux décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant, par courrier du 21 octobre 2011 complété le 15 février 2012, le 13 mars 2013 et le 08 janvier 2014, demande le bénéfice d'antériorité en application de l'article L513-1 du code de l'environnement pour les rubriques 2710.1, 2710.2, 2712, 2713, 2714, 2716, 2718, 2791 de la nomenclature des installations classées.

Après analyse par l'inspection des installations classées, les rubriques ICPE auxquelles le site est soumis sont reprises ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
2710	1 a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente ans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes (A)	20 % du stock de 35 tonnes	7 t	A
2710	2 a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : c : supérieur ou égal à 600m3	Aire de déchargement véhicules particuliers à l'entrée du site de 1000 m² La majorité des stockages sont ensuite intégrés aux stocks en transit. soit 25 % des stocks suivants : - 400t de papiers/cartons, densité d'environ 0,4 ; - 40t de bois, densité d'environ 0,2 ; - 30 m³ de déchets verts ; - 65 m3 de DIB ; - 4500 tonnes de métaux ferreux, densité d'environ 0,2 ; - 500 tonnes de métaux non ferreux, densité d'environ 0,2 ; - 30 m³ de déchets inertes. - 80 m³ de DEEE	627 m³	A

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
2712	1.b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ² (E)	Zone de démantèlement de VHU de 394 m ²	394 m ²	E
2713	1	Installations de transit, regroupement et de tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m ² (A)	Entreposage sur une surface de 7600 m ² (cases de stockage, utilités et circulations).	7600 m ²	A
2718	1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t (A)	80 % du stock de 35 t	28 t	A
2791	1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j (A)	Une presse à cisaille d'une capacité de 100 t/jour Une presse/broyeur de papiers/cartons d'une capacité journalière de 20 t/jour	120 t/j	A
2714	2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers-cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ .	75 % de : - 1000 m ³ de papiers et cartons - 200 m ³ de bois - 35 m ³ de pneumatiques usagés	926 m ³	D
1435	/	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant : 3. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (DC)	Une installation de distribution de carburant interne, volume maximal distribué de 56 m ³ /an.	56 m ³ /an	NC
2517	/	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 3. supérieure à 5000 m ² , mais inférieure à 10000 m ²	Aire de stockage de déchets inertes : 30 m ³	45 m ³	NC
2711	/	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (DC)	Volume maximum stocké : 80 m ³ (DEEE non dangereux)	La quantité maximum de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 80 m ³ (<100m ³)	NC

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement et/ou Volume autorisé	Régime ¹
2716	1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³ (A) 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1000 m ³	75 % de : - Déchets verts : 30 m ³ - DIB : 65 m ³	71 m ³	NC
4734	2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappes ; kérosènes ; gazoles ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules ... La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite : c) Supérieure ou égale à 50t d'essence ou 250t au total, mais inférieure à 1000t au total 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50t au total, mais inférieure à 100t d'essence et inférieure à 500t au total	Volume maximum stocké : Fuel domestique : 10 000L Gazole : 1000L Essence : 1000L Pour mémoire, stockage également de 2800L de produits mécaniques.	<50t	NC

(1) A : Autorisation, E : Enregistrement, D : déclaration, NC : Non Classé

Le tableau transmis par l'exploitant n'engendre pas d'augmentation des activités par rapport aux installations déjà autorisées, exception faite des déchets dangereux (quantité maximale de batteries stockées de 30 à 35t). Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de reprendre ce tableau de classement pour modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 août 2006 (article 1 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire).

III.2. Augmentation de la quantité maximale de déchets inertes stockés sur site

Par courrier du 13 janvier 2014, l'exploitant a demandé à pouvoir augmenter la quantité maximale de gravats stockés sur site. L'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 août 2006 autorise une quantité maximale de 50 tonnes de gravats. L'exploitant sollicite l'autorisation de pouvoir augmenter cette quantité à 300 tonnes.

Les gravats acceptés sur le site comprennent uniquement des déchets inertes, et en aucun cas des matériaux contenant de l'amiante.

La rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE prévoit un régime de déclaration à partir de 5000 m³ pour les sites de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes. La surface prévue de 45 m² est largement inférieure à ce seuil, le site est donc non classé pour cette installation.

L'inspection des installations classées estime que la demande de l'exploitant n'est ni notable ni substantielle et propose de permettre à l'exploitant stocker sur site une quantité maximale de 135 m³, soit 300 tonnes de déchets inertes (articles 1 et 4 du projet d'arrêté complémentaire).

III.3. Augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes stockés sur site

L'exploitant a demandé à pouvoir augmenter le volume de déchets non dangereux en mélangeant stockés sur site, de 40 à 65 m³. En contrepartie, le volume de déchets verts (stockés sur une case adjacente et comptabilisés dans la même rubrique ICPE) baisserait de 40 m³ à 30 m³. Les emplacements des cases de stockages pour ces déchets resteraient inchangés.

25 % des volumes stockés sont comptabilisés au titre de la rubrique 2710 (déchets apportés par le producteur initial). Les 75 % restants sont comptabilisés au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des ICPE (transit de déchets non dangereux non inertes) qui prévoit un régime de déclaration à partir de 100 m³. Le volume total prévu sur site pour la rubrique 2716 étant de 71 m³, le site est non classé pour cette rubrique.

L'inspection des installations classées estime que la demande de l'exploitant n'est ni notable ni substantielle et propose de permettre à l'exploitant stoker sur site une quantité maximale de 95 m³ de déchets non dangereux non inertes (24 m³ comptabilisés au titre de la rubrique 2710 et 71 m³ au titre de la rubrique 2716). Ce volume correspond à 65 tonnes de déchets en mélange et 10 tonnes de déchets verts (articles 1, 4, 6 et 7 du projet d'arrêté complémentaire).

III.4. Augmentation de la quantité maximale de batteries usagées transitant annuellement et stockées sur site

L'exploitant a demandé à pouvoir augmenter la quantité maximale de batteries usagées transitant par le site de 350t à 1000 t, la quantité maximale stockée « à l'instant T » passant de 30t à 35t. Selon les données transmises par l'exploitant, cette augmentation des flux impliquerait un trafic supplémentaire de 25 camions par an, alors que le trafic actuel est déjà d'environ 20 000 véhicules/an. Le trafic de camions lié à l'augmentation des flux de batteries serait donc négligeable.

La zone de stockage réservée aux batteries est inchangée et a la capacité nécessaire pour accueillir l'augmentation de 30 à 35 tonnes stockées « à l'instant T », les batteries étant stockées dans des bacs de 600 litres étanches avec couvercle.

En conséquence, l'inspection des installations classées estime que la demande de l'exploitant est notable mais non substantielle et propose de permettre à l'exploitant de stoker sur site une quantité maximale de 35 tonnes de batteries usagées, pour un flux annuel maximal de 100 tonnes de batteries usagées.

Ces dispositions sont décrites aux articles 1, 4 et 8 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

III.5. Rupture de traçabilité concernant les déchets de batteries.

L'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 impose la traçabilité entre les déchets entrants et sortants du site :
« Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des installations réceptionnant et réexpédiant des déchets, doivent assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. »

Les installations réalisant une transformation importante des déchets, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées au précédent alinéa, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit [...] »

L'exploitant n'est donc plus tenu d'assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants s'il réalise au moins une transformation importante ne permettant plus d'en assurer la traçabilité et si l'arrêté préfectoral d'autorisation du site le prévoit. Par ailleurs, la rupture de traçabilité implique que l'exploitant devient le producteur subséquent du déchet. Il devient donc responsable de ce déchet ou "nouveau déchet" et n'est plus tenu de faire coïncider le registre des déchets entrants avec celui des sortants. Il doit alors réémettre un nouveau bordereau de suivi de déchet.

En s'appuyant sur cet article, l'exploitant demande la modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 août 2006 pour bénéficier de la rupture de traçabilité pour les déchets de batteries usagées transitant par le site.

L'exploitant expose que du fait du regroupement dans des bacs de batteries provenant de multiples apporteurs, leur identification au moment de l'expédition entraînerait des difficultés logistiques, la traçabilité entre les déchets de batteries entrants et sortants du site est rendue très difficile.

L'exploitant a transmis aux services de l'inspection des installations classées une procédure interne de gestion des batteries usagées et s'engage à reprendre la responsabilité des batteries expédiées (notamment en cas de défaillance de l'expéditeur final).

La modification demandée n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation pour permettre à l'exploitant de ne plus réaliser la traçabilité pour les batteries usagées en appliquant les conditions suivantes :

1. La rupture de traçabilité n'est autorisée que pour les batteries usagées regroupées en bacs ;
2. L'exploitant émet un nouveau bordereau en qualité de producteur de ces déchets pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité.
3. L'exploitant réalise un bilan global des matières entrantes et sortantes du site.

Le projet d'arrêté complémentaire reprend l'ensemble de ces conditions dans l'article 9.

IV. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les demandes de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09 août 2006 correspondent à :

- la prise en compte de l'antériorité des installations dans le cadre des modifications successives de la nomenclature des ICPE dans le secteur des déchets ;
- Des augmentations d'activité non notables ou notables mais non substantielles au regard de l'article R. 512-33 du code de l'environnement. De ce fait, cette demande ne conduit pas à une procédure d'autorisation avec enquête publique.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation afin :

- D'actualiser les rubriques de classement du site (modifications de la nomenclature et augmentation de la quantité maximale de batteries usagées stockées) ;
- D'autoriser la rupture de traçabilité sur les batteries regroupées en bacs ;
- D'autoriser une augmentation du tonnage de déchets inertes stockés, sans que le volume maximal ne soit augmenté.
- D'autoriser une augmentation des volumes de déchets non dangereux non inertes stockés sur site, sans dépassement du seuil de déclaration pour la rubrique 2716 et sans augmentation des tonnages.

V. CONCLUSION

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande de prise en compte de l'antériorité des activités et de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la société BARBAT à Blois, sous réserve du respect des dispositions du projet d'arrêté complémentaire joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement.

L'inspecteur de l'environnement

Vu et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur et par délégation